Séance du Conseil communal du 29 mars 2021

Présents: M. FRANSOLET, Bourgmestre - Président,
M. ANCION, E. LAURENT, M. PAROTTE, V. VANDEBERG, Echevins,
N. WILLEM, Présidente du C.P.A.S.,
D. HOUSSA, B. LAURENT, F. LERHO, A. DAUVISTER, A. CLEMENT,
J. CHAUMONT, L. BAWIN, V. SWARTENBROUCKX, D. HEUSDENS et
P.-F. VILZ, Conseillers communaux,
G. ADANS, Directeur général f.f. – Secrétaire.

Mesdames Suzanne KONINCKX-HAENEN, Justine DEFECHE-BRONFORT et Monsieur Gauthier LEMAITRE, Conseillers communaux, sont excusés.

Le Président ouvre la séance à 20h00.

1) Accueil temps libre - renouvellement d'agrément 2021-2024 - règlement d'ordre intérieur et projet pédagogique de la plaine de vacances communale "La plaine Jalhay-Sart" - modification

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

Vu le Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leurs temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité et de l'accueil;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances;

Considérant que l'Administration communale de Jalhay est inscrite dans le Décret "Accueil Temps Libre" depuis le 1^{er} juillet 2014;

Vu la décision du Conseil communal du 23 avril 2018 d'adopter le projet pédagogique et le règlement d'ordre intérieur de la plaine de vacances communale "La plaine Jalhay-Sart";

Considérant la demande croissante des parents pour une augmentation du nombre de stages durant les vacances scolaires;

Considérant le manque de places disponibles durant les stages proposés;

Considérant le besoin d'une meilleure répartition géographique de l'accueil en période de vacances scolaires;

Considérant le succès des plaines organisées depuis 2018;

Considérant que l'O.N.E. demande de mettre à jour le règlement d'ordre intérieur et le projet pédagogique de la plaine de vacances communale dans le cadre du renouvellement d'agrément 2021-2024 du centre de vacances;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de modifier les termes du projet pédagogique de la plaine de vacances communale "La plaine Jalhay-Sart" comme suit:

« Introduction

L'Administration communale de Jalhay est inscrite dans le décret ATL depuis 2014. Elle s'est engagée à respecter le Code de qualité de l'accueil; à savoir:

Soutenir le développement d'une politique générale de l'enfance conçue pour promouvoir le bien-être de tous (enfants et parents);

Mettre en place des principes psychopédagogiques pensés, orientés et organisés en fonction d'une recherche de qualité;

Organiser des activités adaptées aux rythmes et aux besoins des enfants;

Eviter toute forme de discrimination: sexe, race, origine socio-culturelle ou socio-économique;

Assurer un encadrement par du personnel qualifié et en nombre suffisant;

Favoriser les relations avec les parents, les collectivités et les associations locales;

Dans ce contexte, la création des plaines de vacances était devenue primordiale compte tenu de la demande formulée par la population et au vu de la pertinence de proposer une offre d'accueil répondant aux besoins des parents et des enfants durant les congés scolaires.

Les plaines de vacances sont décrites par l'ONE comme des « services d'accueil » d'enfants pendant les vacances. Ces espaces sont encadrés par des équipes d'animation qualifiées et qui ont pour mission de « contribuer à l'encadrement, l'éducation et l'épanouissement des enfants pendant les périodes de congés scolaires » (décret du 17 mai 1999).

Les centres de vacances ont pour objectifs de favoriser:

Le développement physique de l'enfant, selon ses capacités, par la pratique des jeux, de sport ou d'activités de plein air;

La créativité de l'enfant, son accès et son initiation à la culture dans ses différentes dimensions;

L'intégration sociale de l'enfant, dans le respect des différences, dans un esprit de coopération et dans une approche multiculturelle;

L'apprentissage de la citoyenneté et la participation.

Depuis juillet 2018, l'Administration communale de Jalhay met à la disposition des enfants de 3 à 12 ans et des parents, une plaine communale de vacances durant les congés scolaires: Automne, Hiver, Détente, Printemps et Été. Le nombre de semaines peut varier d'une année à l'autre en fonction des besoins et des jours fériés.

Les activités proposées lors de ces plaines seront variées et favoriseront la participation de chacun autour d'un thème. Certaines activités, comme des tournois sportifs, balades en forêt, construction de cabanes, parcours d'aventure, chasse aux trésors, jeu de l'oie grandeur nature, super héros, courses de « voitures » imaginaires, ... prendront place à l'extérieur. Tandis que d'autres (bricolages, ateliers théâtre, jeux de sociétés, ...) se dérouleront plus souvent à l'intérieur. Elles seront adaptées à l'âge des enfants. Ces activités n'auront, en aucun cas, pour objectifs la recherche d'acquisition de savoirs ou de performances.

pouvoir organisateur (PO)

Collège communal de Jalhay - rue de la Fagne, 46 - 4845 Jalhay

Forme juridique: Pouvoir public.

N° de compte bancaire: BE71 0910 0043 0869 (ou coda BE23 0971 6323 1091)

Responsable du PO: Monsieur Eric LAURENT, échevin de l'enseignement

Personne de contact: Madame Céline VERVIER, coordinatrice CDV; plainejalhaysart@jalhay.be; TEL: 087/379 146; GSM: 0476/604 837.

Objectifs

Les buts des activités proposées lors de ces plaines sont:

d'offrir des stages ludiques, diversifiés et enrichissants à tous les enfants;

de donner la possibilité aux parents, notamment qui travaillent, de concilier leur vie professionnelle et familiale, en offrant à leurs enfants un lieu proche de chez eux, adapté à leurs besoins et accessible financièrement;

de favoriser la citoyenneté et les habitudes saines (alimentation saine et variée, tri des déchets, hygiène de vie, ...);

d'harmoniser les stages en veillant à équilibrer des activités culturelles, sportives, nature, créatives, ...;

de prendre en considération l'intérêt et la motivation des enfants en fonction de leurs âges;

de promouvoir l'intégration sociale et l'apprentissage de l'autonomie.

de développer l'esprit créatif autour d'un thème (sauver le carnaval, les jeux vidéo, les jeux olympiques, Disney, ...).

Public cible

Les enfants de 3 à 12 ans sans discrimination d'appartenance sociale, culturelle ou religieuse.

Les parents d'enfants présentant des besoins spécifiques peuvent prendre contact avec la coordinatrice du service CDV (Madame Céline VERVIER). Chaque enfant étant différent, les possibilités d'accueil seront évaluées au cas par cas en fonction du personnel encadrant disponible et du lieu d'organisation de la plaine.

Priorité est donnée aux enfants:

1. habitants la commune;
2. dont l'un des parents travaille sur la commune;
3. sur base de la date de demande d'inscription.

Infrastructures d'accueil

Les plaines de vacances se dérouleront dans les écoles communales car elles offrent la plus grande polyvalence et sont choisies de manière à harmoniser les offres de stages sur le territoire.

Ces infrastructures répondent, de par leur nature première, à des normes de sécurité et d'hygiène et sont équipées de matériel adapté aux enfants. Les locaux mis à disposition ont les avantages suivants: proximité d'espaces verts, espaces extérieurs sécurisés, sanitaires adaptés, téléphone, eau potable, pharmacie, coin sieste, ...

Taux d'encadrement

Les normes d'encadrement sont celles édictées par la Communauté Française pour les centres de vacances, à savoir:

- ✓ Un animateur par groupe de 8 enfants de moins de 6 ans;
- ✓ Un animateur par groupe de 12 enfants de plus de 6 ans.
- ✓ Un animateur sur trois doit être breveté.
- ✓ Un coordinateur par semaine.

Le personnel encadrant

L'encadrement sera assuré par une équipe d'animateurs formés et compétents:

- ✓ Un coordinateur breveté ou assimilé (H/F) responsable;

Et, suivant le nombre d'enfants inscrits:

- ✓ Un animateur breveté ou assimilé (H/F);
- ✓ Des animateurs (H/F) non brevetés

Plusieurs rencontres et réunions de travail entre les animateurs et la coordination sont organisées préalablement à la plaine en vue de préparer de façon optimale les différentes activités. Préparation du thème, du projet, du planning de jeu, du fil conducteur, du matériel didactique,

Pour permettre de garder une cohérence d'action, d'améliorer le fonctionnement général de l'accueil et de peaufiner les activités des futurs stages, une évaluation ponctuelle et globale des semaines de plaine de vacances est faite après chaque semaine et chaque période. L'équipe d'animation se réunit tous les vendredis en fin de semaine pour évaluer la plaine, l'encadrement, le thème, les jeux,

Le coordinateur assure:

- ✓ La création du planning des jeux en coopération avec l'équipe d'animation;
- ✓ La supervision, l'orientation, l'aide et l'information de l'équipe;
- ✓ Le relais entre le bureau et l'équipe;
- ✓ La promotion des plaines de vacances (page internet, Facebook, brochure, bulletin communal,...);
- ✓ L'aspect administratif en conformité avec les attentes de l'ONE;
- ✓ La comptabilité relative à la période d'accueil;
- ✓ Le secrétariat (inscriptions, attestations fiscales et/ou pour les mutualités, ...);
- ✓ La répartition des enfants en groupe d'âge;
- ✓ L'animation d'activités lors des stages en coopération avec l'équipe d'animation;
- ✓ La création du matériel didactique en coopération avec l'équipe d'animation;
- ✓ Le climat de confiance entre parents, animateurs et enfants.
- ✓ Le coordinateur assure la liaison entre parents, animateurs dans le cadre de l'intégration des enfants à besoins spécifiques. Il reçoit les demandes et envisage ce qui est de l'ordre du possible en fonction de l'encadrement disponible, de la disposition des locaux et des besoins de l'enfant (possibilité de les rencontrer ou non).

L'équipe d'animation, en coopération avec le coordinateur, a pour mission:

- ✓ D'établir un projet suivant un thème choisi;
- ✓ De mettre en commun les différentes activités prévues;
- ✓ De créer du matériel didactique (ex: fil conducteur) spécifique au thème;
- ✓ D'être l'interlocuteur privilégié de l'enfant afin de lui garantir toute la stabilité et l'équilibre nécessaires. Il respectera son rythme et favorisera son autonomie;
- ✓ D'aménager et d'entretenir les locaux;
- ✓ D'établir un règlement interne pour le respect de l'autre et de soi-même;
- ✓ De discuter des problèmes éventuels et de négocier des solutions;
- ✓ D'établir une évaluation, un bilan avec le coordinateur;
- ✓ D'établir un climat de confiance avec les parents par une communication efficace.

L'animateur est responsable du groupe d'enfants qui lui est confié. Il veillera à établir un climat de confiance et de convivialité. Il donnera l'envie aux enfants de s'impliquer dans les activités proposées.

L'animateur s'engage à:

- respecter les horaires;
- adopter un comportement professionnel;
- s'assurer que les enfants soient toujours sous surveillance;
- adopter un langage respectueux;
- adopter une tenue vestimentaire adaptée à sa tâche;
- respecter et ranger le matériel mis à sa disposition.

Lors de sorties (en rue, piscine ou autre), l'animateur encadrera son groupe de manière sécurisée. Il emmènera une liste des enfants présents et une trousse de secours. Il veillera à véhiculer une bonne image de la plaine.

Projet éducatif

L'enfant au centre

Chaque enfant est une personne à part entière. Il est au centre des loisirs, et a droit à un cadre sécurisant adapté à ses besoins. Les activités proposées seront adaptées à la tranche d'âge des enfants; pour cela ils seront, par moment, séparés en deux groupes, les 3 - 6 ans et les 6 - 12 ans.

La plaine de vacances est un temps de ressourcement et de temps libres. Le plaisir, la découverte et l'amusement y ont une place primordiale. Un climat de confiance entre l'équipe d'animation, les parents et l'enfant est indispensable au sein de la plaine pour permettre à l'enfant de s'y épanouir.

Ponctuellement, l'enfant sera amené à être acteur de l'organisation de son temps en participant à des choix et des décisions. Des temps de paroles seront organisés par les animateurs qui sont donc à l'écoute des envies et des besoins des enfants.

Bouger pour sa santé

La plaine propose des activités à caractère sportif variées et adaptées à l'âge, à la motivation, aux capacités et aux besoins de chaque enfant, dans la mesure du possible en plein air.

Ces activités permettent autant le divertissement que le développement des capacités, avec un esprit de fair-play et d'entraide.

Elles s'inscrivent également dans l'apprentissage d'une hygiène de vie équilibrée et pointent les besoins physiologiques fondamentaux des enfants par une attention particulière aux besoins vitaux tels que: boire, manger, respirer, bouger, se reposer, ...

Créer pour se révéler

La créativité est mise en avant par des activités qui favorisent l'imagination, la liberté d'expression et le plaisir. L'enfant est considéré comme étant acteur de ses activités au sein d'un cadre adapté mis à sa disposition.

La découverte de différentes techniques permet à l'enfant de s'exprimer et de se connaître en tenant compte de ses aptitudes et de ses limites. La création peut être diverse et toucher de nombreux domaines comme les arts plastiques, la musique, la danse, le théâtre, ...

L'important n'est pas le résultat, mais le chemin parcouru pour y arriver et le plaisir que l'enfant y a pris.

L'imaginaire est un espace magique à cultiver.

Respecter pour se sociabiliser

Le groupe est à la fois une richesse et une limite à la liberté individuelle. Il n'est pas toujours simple de jouer ensemble, l'intégration sociale par l'acceptation de la différence et des limites de chacun est alors primordiale.

La plaine contribue également à l'apprentissage de la confiance en soi et aux autres, elle permet de construire et de se construire ensemble.

La citoyenneté est mise en avant par l'explication et la mise en application d'un ensemble de règles cohérentes et de valeurs communes basées sur l'entraide, la solidarité, le respect et l'acceptation des autres ainsi que la liberté d'expression dans un esprit de réciprocité et de responsabilité.

Les différents moments d'une journée

Le temps libre:

L'enfant peut jouer librement. Il choisit ses jeux et ses camarades en fonction de ses envies. Il a l'opportunité d'en changer quand bon lui semble. L'adulte n'intervient pas dans ses choix. Pour ce faire, les lieux d'accueil sont équipés de jeux divers (poupées, autos, lecture, dinette, dessin, jeux de société, ...) avec lesquels l'enfant joue à son rythme dans un monde qu'il détermine lui-même.

Le temps dirigé:

Des activités préparées autour d'un thème (ex: La nature, les super héros) sont proposées lors des journées. Nous mettons l'accent sur l'importance de la diversité de ces activités: artistiques, sportives, créatives, de coopération, jeux d'équipe, jeux d'opposition, ...

Durant la journée, nous proposons aux enfants de participer à des activités ou des jeux de groupe autour du thème de la semaine. Ces jeux / défis permettent aux enfants d'accepter les défaites, d'être perdant ou de perdre en équipe mais aussi d'accepter les victoires, d'attendre son tour, d'écouter et de laisser les autres s'exprimer, de trouver sa place et son influence dans un groupe ainsi que de laisser la place aux autres membres de l'équipe.

Les jeux de coopération permettent aux enfants de découvrir qu'il y a plus dans deux têtes que dans une. Ils prennent aussi conscience de l'importance de la solidarité pour atteindre un objectif en équipe: comment s'organiser, comment répartir les tâches, etc. La coopération s'apprend soit sous forme de jeux de société, jeux de ballons, jeux de courses-poursuites, chasse au trésor ou encore à travers des activités créatives, de bricolages, parachute, cuisine, ...

Le temps de midi et les collations

Les repas et les collations sont pris ensemble dans un local ou à l'extérieur, tout en respectant les spécificités de chaque groupe d'âge. Les temps de midi sont assurés par les animateurs suivant une tournante préalablement établie. Les enfants apportent leur pique-nique, collations et boissons en suffisance pour la journée. De l'eau est mise gratuitement à leur disposition, ils peuvent se servir suivant leurs besoins. A l'occasion d'activités cuisine, les réalisations sont partagées entre tous les enfants.

L'accueil du matin et du soir

Les animateurs chargés de l'accueil du matin et/ou du soir transmettent les informations aux parents (activités prévues, sorties, besoins particuliers, événements marquants de la journée, ...).

De même, les parents peuvent profiter de ce moment pour signaler l'une ou l'autre chose concernant leur enfant.

L'animateur en place prend soin de noter ces informations dans le carnet de communication qui doit être lu par l'ensemble de l'équipe, quotidiennement.

Objectif principal

L'objectif principal de la plaine Jalhay Sart est de permettre aux enfants de vivre un vrai temps de Vacances. »

Article 2: de modifier les termes du règlement d'ordre intérieur de la plaine de vacances communale "La plaine Jalhay-Sart" comme suit:

« *Horaires*

Les activités s'inscrivent dans le cadre d'un horaire type à savoir:

07h30 - 09h00: accueil du matin (arrivées des enfants) – activités libres

09h00 - 10h00: activités encadrées

10h00 - 10h30: collation et activités libres

10h30 - 12h00: activités encadrées

12h00 - 13h00: repas – pique-nique – activités libres

13h00 - 15h00: activités encadrées ou repos pour les plus petits

15h00 - 16h00: collation et temps d'échanges sur le déroulement de la journée

16h00 - 17h30: accueil du soir (départs des enfants) - activités libres

NB: durant la journée les horaires pourraient être adaptés aux besoins des activités.

Les parents veilleront à respecter les horaires et ainsi déposer leur enfant au plus tard à 08h55 et le reprendre à 16h00 (fin des activités) ou au plus tard à 17h30 (fin de l'accueil du soir).

Inscription

Les inscriptions sont clôturées deux semaines avant la date du premier jour de chaque plaine afin d'assurer la cohérence et le suivi des activités. La connaissance préalable du nombre d'enfants permet en outre de constituer des groupes cohérents et dont l'encadrement est adéquat.

L'inscription préalable est obligatoire, elle se fait uniquement par courriel à plainejalhaysart@jalhay.be. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès du coordinateur par Tel: 087/379 146 ou GSM:0476/604 834.

Les enfants s'inscrivent par semaine complète uniquement.

Les enfants doivent être autonomes pour se rendre aux toilettes.

L'inscription est validée lors de la réception du paiement et de la fiche d'inscription. Le parent responsable doit s'acquitter du montant au plus tard dans les 5 jours ouvrables à partir de la demande d'inscription.

Aucun enfant ne sera accepté si le paiement n'a pas été fait au préalable.

En cas de désistement ou d'absence ponctuelle, les parents s'engagent à prévenir le plus rapidement possible le coordinateur.

En cas d'absence pour maladie, les parents s'engagent à rendre un certificat médical dans un délai de 3 jours ouvrables. Sur base du certificat médical, un remboursement peut être obtenu pour les jours d'absence couvert par celui-ci.

Nos plaines acceptent de pratiquer l'inclusion. Lors de la demande d'inscription, nous invitons les parents concernés à prendre contact directement avec le coordinateur pour envisager la possibilité d'accueil et l'organisation y afférent.

Participation financière

45 € / semaine (ou 9 € / jour) pour les enfants habitant la commune de Jalhay;

65 € / semaine (ou 13 € / jour) pour les autres enfants.

Le prix ne comprend pas les boissons, collations ni repas de midi. Les enfants devront apporter le nécessaire pour la journée. De l'eau est mise gratuitement à disposition.

Le prix des stages ne doit jamais être un frein pour les parents. Des solutions individuelles peuvent être trouvées en fonction de chaque situation sociale.

Une attestation de déductibilité des frais de participation aux activités de vacances est remise au responsable fiscal de l'enfant.

Une attestation de participation (mutuelle) à la plaine est remise au responsable de l'enfant.

Aucun remboursement ne sera accordé sauf certificat médical ou attestation d'une autorité publique.

Lieux - Adresses

Ecole communale de Jalhay - rue de la Fagne, 12

Ecole communale de Sart - rue de l'École, 10

Ecole communale de Tiège - Tiège, 81

La répartition des plaines dans ces établissements scolaires est annoncée sur le site et dans les différentes publications communales. Le choix de l'école est fait de manière à harmoniser les offres de stages sur le territoire.

Règles de vie

Pour vivre ensemble, il est nécessaire de fixer des limites à ne pas dépasser afin de respecter les autres et ainsi d'être soi-même respecté.

Chaque enfant sera attentif à respecter les règles suivantes:

Veiller aux règles de politesse, signe de respect entre individus.

Respecter la propreté des lieux (mettre ses papiers et déchets aux endroits prévus à cet effet).

Respecter l'intégrité physique et morale des autres enfants comme celle des adultes (ne pas les blesser, pousser, frapper ou injurier, ...)

Prendre soin du matériel et des jeux mis à disposition (ne pas casser ou lancer des objets).

Respecter le calme et les jeux des autres.

Jouer dans les espaces, intérieurs et extérieurs, prédéfinis.

Ranger ses effets personnels (sac, manteau, collation), le matériel et les jeux utilisés, aux endroits prévus.

Au moment du départ, veiller à reprendre ses effets personnels et prévenir de son départ. L'enfant ne peut pas sortir de l'enceinte de l'école sans autorisation préalable.

Ne pas escalader les murs ou passer en-dessous, au-dessus ou sur le côté des clôtures ou barrières.

Lorsqu'un enfant se met régulièrement en danger ou ne respecte pas les règles de vie en groupe ou que son comportement empêche la bonne réalisation des activités, il sera d'abord interpellé par l'animateur qui dialoguera avec lui et le fera réfléchir sur les conséquences de ses actes. Ses parents seront avertis de son comportement. Si, malgré le cadre mis en place, il perdure dans son comportement inadéquat, l'enfant pourra être exclu de la plaine.

Les "punitions" humiliantes et dégradantes sont strictement interdites.

En cas de dommage matériel causé de manière volontaire, les parents seront tenus de rembourser la valeur à neuf du bien endommagé.

Soins médicaux - Urgences

De manière générale, les animateurs ne sont pas habilités à porter des soins médicaux aux enfants.

Si un enfant doit faire l'objet d'un suivi médical particulier, les parents doivent fournir un certificat médical explicitant la posologie et la procédure à suivre.

Des mesures d'écartement préventives seront prises à l'égard des enfants qui présentent des problèmes contagieux. Dès que le problème est réglé, les enfants peuvent réintégrer la plaine.

En cas d'accident léger, les parents seront prévenus en premier lieu. En fonction de l'accident, le médecin mentionné par les parents dans la fiche médicale pourra être contacté. Si celui-ci ne répond pas, le médecin référent de la plaine sera contacté.

En cas d'urgence ou dans l'impossibilité de contacter les parents, le responsable du lieu d'accueil a l'autorisation de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour donner les premiers soins à l'enfant et/ou à faire appel à un médecin et/ou à un service médical d'urgence. Le médecin référent de la plaine est appelé si le médecin renseigné dans la fiche d'inscription ne répond pas.

Droit à l'image

Dans le cadre de la plaine de vacances, il se peut que votre enfant soit photographié ou filmé lors d'une activité. Ces images peuvent être utilisées pour alimenter le site de la commune et/ou la page Facebook des plaines. Elles serviront à partager avec d'autres familles les événements de la plaine. Elles peuvent également servir à documenter le travail réalisé. Tout parent qui n'est pas d'accord avec cette proposition doit l'indiquer sur la fiche d'inscription.

Objets personnels – tenue vestimentaire

La commune n'est pas responsable de la perte d'objets personnels, ni de leur éventuelle dégradation. Il est conseillé aux parents d'éviter que leur enfant apporte des effets personnels de valeurs ou de l'argent de poche.

Les objets tels que GSM, tablette, jeux vidéo, couteau, canif, ... sont prohibés. Ils seront confisqués pour la durée de la plaine au cas où cette règle ne serait pas respectée.

Les enfants seront habillés en fonction du temps et des activités prévues. Les petits auront une tenue de rechange en cas "d'accident". Il est demandé d'apporter une paire de chaussures propres pour les activités intérieures dans la salle de gym et une paire pour les activités extérieures.

Assurance

La commune contracte une assurance couvrant:

sa responsabilité civile;

la responsabilité civile personnelle des enfants et des jeunes participant aux activités de la plaine de vacances.

La commune de Jalhay ne peut être tenue comme responsable en cas:

de dommage corporel causé aux enfants pris en charge soit par le fait d'autres enfants participant aux activités du centre de vacances, soit par l'effet d'un événement ne donnant pas lieu à responsabilité dans son chef;

d'accident durant les trajets entre le domicile et le lieu de la plaine;

de vol, perte ou détérioration de tout objet personnel. »

2) Convention de collaboration avec l'A.S.B.L. Société Verviétoise pour la Protection des Animaux (SVPA) - modification

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu le Code wallon du bien-être animal (M.B. 31.12.2018) notamment la sous-section 3 « Les animaux abandonnés, perdus et errants » du chapitre III « Détention des animaux »;

Attendu qu'en application de l'article D.11 du Code wallon du bien-être animal, la Commune gère les animaux abandonnés, perdus ou errants sur son territoire; Que la Commune peut conclure une convention afin de désigner un refuge ou un parc zoologique auquel ces animaux sont directement confiés par ceux qui les ont trouvés;

Vu la décision du Conseil communal du 25 janvier 2021 d'adopter les termes d'un contrat de collaboration avec l'A.S.B.L. Société Verviétoise pour la Protection des Animaux (SVPA), rue Slar 112 à 4801 STEMBERT;

Vu le courriel du 15 février 2021 de la Directrice de la SVPA informant que des modifications doivent être apportées à la convention proposée à la Commune;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE de modifier les termes de la convention de collaboration entre la Commune de Jalhay et la Société Verviétoise pour la Protection des Animaux (SVPA) comme suit:

« ARTICLE 1

La présente convention est conclue dans l'esprit et le respect du Code Wallon du bien-être animal (Décret du 4 octobre 2018 - Moniteur Belge du 31 décembre 2018).

Elle renvoie à l'objet social tel que décrit aux statuts de la SVPA publiés au Moniteur Belge du 3 septembre 2008 (dernière modification des statuts) dont la Commune de Jalhay a pu prendre connaissance.

ARTICLE 2: TERMINOLOGIE

Il convient de rappeler que la terminologie employée dans cette convention fait référence ou est en concordance avec celle reprise dans le Code Wallon du Bien-être Animal.

Pour l'application de la présente convention, il y a lieu d'entendre par:

- REFUGE: établissement agréé, public ou non, qui dispose d'installations adéquates pour assurer à des animaux perdus, abandonnés, cédés volontairement à titre gratuit, saisis ou confisqués, un logement ou un abri et les soins nécessaires, à l'exclusion des établissements agréés par les autorités compétentes pour recueillir exclusivement des animaux de la faune sauvage indigène.

- ANIMAL ABANDONNE, PERDU OU ERRANT: chien ou chat trouvé sur le territoire de la Commune de Jalhay dont on ignore les coordonnées du propriétaire et qui est tenu à la disposition de la SVPA soit dans un local aux accès fermés, soit dans une cage, soit en laisse ou avec un objet faisant fonction de laisse, mais dans le respect de l'animal qui ne devra pas être blessé par l'entrave utilisée.

ARTICLE 3: OBJET

La Commune de Jalhay désigne la SVPA comme refuge auquel les animaux abandonnés, perdus ou errants sur son territoire sont directement confiés.

ARTICLE 4: OBLIGATIONS DE LA SVPA

Le refuge s'engage à accueillir en nombre limité les animaux perdus, abandonnés, errants ou saisis (procédure Bourgmestre) selon l'horaire suivant:

- Le lundi et le jeudi: de 13h à 16h30.
- Le mardi, mercredi, vendredi et samedi: de 09h à 12h et 13h à 16h30.

En cas de demande d'intervention urgente le lundi matin et le jeudi matin uniquement de 9h à 12h, la SVPA est joignable sur le numéro de GSM suivant: 04**/*****.

La Commune de Jalhay s'engage à ne communiquer ce numéro qu'aux services de police à leur seul usage.

Ce numéro doit rester interne entre les services de police et les autorités et ne peut en aucun cas être communiqué à la population.

Lorsqu'il s'agit d'un animal perdu ou errant porteur d'une marque d'identification, la SVPA s'engage à effectuer les démarches nécessaires pour retrouver le propriétaire de l'animal et l'informer sans délai. Ce dernier est responsable des frais générés, que l'animal lui soit restitué ou non.

Les animaux trouvés blessés sur le territoire communal sont sous la responsabilité de la Commune et non de la SVPA.

La Commune de Jalhay s'engage à fournir à la SVPA les renseignements permettant de localiser et d'identifier le propriétaire dans le respect strict du Règlement Général sur la Protection des Données.

ARTICLE 5: PROCEDURE DE MISE EN ACTION DES SERVICES DE LA SVPA

Toute personne trouvant un animal abandonné, perdu ou errant sur le territoire de la Commune de Jalhay doit solliciter l'intervention des services de police par appel au numéro 101.

Le dispatching des services de police transmettra toute demande d'intervention à la SVPA et confirmera cette demande par fax dans les meilleurs délais.

La SVPA s'engage à récupérer l'animal dans un délai de 24 heures maximum.

Si la situation le nécessite, la SVPA demandera l'accompagnement d'une équipe de police sur les lieux de l'intervention.

L'animal tenu à la disposition de la SVPA doit se trouver soit dans un local aux accès fermés, soit dans une cage, soit en laisse ou avec un objet faisant fonction de laisse, mais dans le respect de l'animal qui ne devra pas être blessé par l'entrave utilisée.

Il est souligné que dans le cadre de la présente convention, il n'entre pas dans la mission de la SVPA de capturer l'animal.

La SVPA n'intervient en aucun cas pour la prise en charge des animaux blessés ou morts.

La SVPA ne pourra prendre en charge que les chiens et les chats, à l'exclusion de tout autre animal, car elle ne dispose pas de l'agrément pour tout autre espèce. Il appartiendra à la Commune de Jalhay de prendre des mesures pour les autres animaux au sujet desquels elle pourrait conclure d'autres conventions avec d'autres associations ou parcs zoologiques.

Il ne peut non plus être fait appel à elle pour venir chercher un animal capturé, même blessé, si son propriétaire est connu et présent et que le cas ne requiert pas d'urgence.

La SVPA met à disposition des services de police, et UNIQUEMENT des services de police, des loges de transit afin d'y déposer les animaux récupérés en dehors des heures d'ouverture de la SVPA. Le badge d'accès à ces loges ne peut être utilisé que par les membres des services de police. En outre, un animal déposé dans ces loges ne peut être rendu par les services de police à son propriétaire. Celui-ci devra prendre contact avec la SVPA dès l'ouverture du refuge.

Il est totalement interdit pour les services de police de déposer des animaux blessés (ou décédés) dans les loges de transit. Un service de garde vétérinaire doit être établi par les autorités communales et communiqué aux services de police.

ARTICLE 6: PRIX

Dans le cadre de la présente convention, la Commune de Jalhay s'engage à verser annuellement une contribution indexable de vingt cents (0.20 €) par habitant inscrit au 1^{er} janvier de l'année précédente. Les chiffres de population faisant foi sont ceux publiés sur le site du Service public fédéral Intérieur à la page <https://www.ibz.rrn.fgov.be/fr/population/statistiques-de-population/>.

Cette contribution est versée par la Commune de Jalhay à la SVPA dans les 3 mois à dater de la réception de la facture exclusivement sur le compte BE24 6343 5458 0138 de la SVPA.

L'indexation est due à chaque date anniversaire de la prise de cours de la présente convention par application de la formule suivante: contribution x nouvel indice

indice de base

L'indice de base est l'indice des prix à la consommation de décembre 2020 en base 2013 (109,49).

Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en base 2013 du mois de décembre qui précède l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention.

ARTICLE 7: OBLIGATIONS DE LA COMMUNE DE JALHAY

La Commune de Jalhay s'engage à communiquer une circulaire administrative à l'ensemble de la population, aux agents communaux, aux autorités, aux services de police et au dispatching (101) afin de les informer de la procédure à suivre lorsqu'un animal abandonné, perdu ou errant est trouvé sur le territoire de la Commune de Jalhay.

Il appartient à la Commune de Jalhay d'assurer un service de garde vétérinaire pour la prise en charge des animaux abandonnés, perdus ou errants BLESSES trouvés sur son territoire en vertu de l'ART.D.13 du Code Wallon du Bien Être Animal.

La Commune de Jalhay assurera la prise en charge des animaux morts sur son territoire.

ARTICLE 8: PRISE DE COURS - DUREE

La convention est conclue pour une durée indéterminée et prend cours rétroactivement le 1^{er} janvier 2021.

Chaque partie pourra résilier la présente convention à la date anniversaire moyennant préavis de 3 mois notifié par courrier recommandé.

La perte d'agrément de la SVPA entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention avec restitution de la contribution au prorata des mois restant à courir avant la date anniversaire.

ARTICLE 9: COMPETENCE

Tout litige entre les parties est de la compétence des tribunaux de Liège – Division Verviers. »

3) Allégement de la fiscalité locale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19 - exercice 2021 - décision

Le Conseil,

Vu la Constitution, notamment les articles 41, 162, 170 et 173;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L3131-1;

Vu la Circulaire du 4 décembre 2020 relative à la compensation fiscale octroyée aux Communes et Provinces wallonnes dans le cadre de la crise du Covid-19 visant notamment les secteurs de cafetiers, des restaurants, des hôtels ainsi que des maraîchers/ambulants et des forains;

Vu la Circulaire du 25 février 2021 relative à la compensation fiscale octroyée aux Communes et Provinces wallonnes dans le cadre de la crise du Covid-19 – Mesures de soutien via un allègement de la fiscalité locale: impact et relance sur les secteurs du spectacle et des divertissements, impact sur les autres secteurs plus particulièrement touchés;

Vu les mesures prises par le Comité de concertation pour limiter la propagation du virus dans la population;

Considérant que ces mesures sont de nature à ralentir voire arrêter certaines activités commerciales, touristiques, culturelles;

Considérant qu'au cours de la crise, de nombreux secteurs ont été impactés;

Considérant que ces secteurs sont également touchés de manière plus ou moins importante par la crise sanitaire; que certaines mesures déjà adoptées sont limitées à certains redevables, activités, taxes et redevances énumérés;

Considérant que ces secteurs sont le secteur de l'horeca, les activités foraines et maraîchères, les salons de coiffure, de soins et autres entretiens corporels, les attractions touristiques, culturelles, les secteurs de l'hébergement touristiques, les organisations de salons et de congrès, les activités de sport et de loisirs, les secteurs de l'évènementiel, les agences et organisateurs de voyages, les services de taxi, les auto-écoles, les commerces de détail ainsi que certains secteurs de l'hébergement touristique plus particulièrement impactés dans notre Commune;

Considérant que les taxes et redevances locales pouvant toucher ces secteurs impactés concernent les panneaux publicitaires, la diffusion publicitaire, les campings pour les secteurs concernés, les taxes et redevances diverses sur les entreprises en ce qu'elle vise des secteurs impactés;

Considérant que ces secteurs ont subi des pertes financières parfois considérables liées à ce ralentissement voire à l'arrêt total de leur activité économique; que des mesures sont nécessaires pour relancer leurs activités en 2021;

Considérant que les mesures de soutien et de relance peuvent consister en un allègement total ou partiel des taxes énumérées ci-dessus;

Considérant les moyens et capacités budgétaires de la Commune;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de réduire, pour l'exercice 2021, la taxe sur les terrains, parcs résidentiels et installations de camping;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 novembre 2019, approuvée par Arrêté ministériel le 19 décembre 2019, établissant, pour les exercices 2020 à 2025, la taxe sur les terrains, parcs résidentiels et installations de camping;

Vu la délibération du Collège communal du 4 février 2021 de ne réclamer la taxe sur les campings uniquement pour les mois de juin, juillet et août 2021;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 19 mars 2021 conformément à l'article L1124-40, § 1^{er} du CDLD;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 22 mars 2021 et joint en annexe;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: D'appliquer la taxe sur les terrains, parcs résidentiels et installations de camping uniquement pour les mois de juin, juillet et août 2021.

Article 2: La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

La présente délibération sera également transmise à l'adresse suivante: ressfm.dgo5@spw.wallonie.be pour le 15 avril 2021 au plus tard. L'annexe obligatoire sera communiquée pour le 15 septembre 2021 au plus tard à cette même adresse.

Article 3: La présente délibération entrera en vigueur le jour de l'accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

4) Soutien aux clubs sportifs suite à la crise du Covid-19 - décision

Le Conseil,
Entendu M. le Bourgmestre et l'Echevin en charge des sports, Michel PAROTTE, informer qu'un communiqué de presse du Ministre des Pouvoirs Locaux, M. Christophe COLLIGNON, a été publié le 19 mars 2021 concernant l'octroi d'une aide financière aux clubs sportifs afin de pérenniser l'activité des clubs dans un contexte de relance;
Par conséquent;
Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré;
A l'unanimité;

DECIDE de retirer le point de l'ordre du jour du Conseil communal.

5) Règlement relatif à l'octroi d'une prime communale pour la réalisation d'un audit logement - adoption

Le Conseil,
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L1122-32;
Vu la Directive 2018/844 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la Directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la Directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique;
Vu le Décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;
Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;
Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;
Vu l'Arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement;
Vu l'Arrêté ministériel du 27 mai 2019 visant à établir les principes de hiérarchisation des bouquets de travaux dans un audit logement;
Vu l'Arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant les différentes catégories d'audit visées à l'article 4 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;
Vu l'Arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux;
Vu la décision du Conseil communal du 18 mai 2010 d'adopter un règlement relatif à l'octroi d'une prime communale pour la réalisation d'un audit énergétique;
Considérant que l'audit énergétique se limitait aux critères énergétiques de l'habitation; Qu'à présent, l'audit logement intègre également des critères de sécurité, santé et salubrité à l'analyse du logement par l'auditeur;
Considérant que la réalisation d'un audit logement, par un auditeur agréé, permet de connaître les points faibles d'un logement et d'identifier les travaux à réaliser prioritairement afin d'améliorer le confort et la santé des habitants et de diminuer les consommations d'énergie;

Considérant que l'appui des pouvoirs publics de proximité peut contribuer au développement des économies d'énergie et qu'il y a lieu, pour une Commune, de faire preuve d'une politique volontariste en cette matière;

Considérant la volonté de notre Commune de développer une politique active de promotion des économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 17 mars 2021 conformément à l'article L1124-40, § 1^{er} du CDLD;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 22 mars 2021 et joint en annexe;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE d'abroger le règlement relatif à l'octroi d'une prime communale pour la réalisation d'un audit énergétique adopté par le Conseil communal en séance du 18 mai 2010 et d'adopter le règlement relatif à l'octroi d'une prime communale pour la réalisation d'un audit logement comme suit:

«Article 1: Le Collège communal octroie une prime pour la réalisation d'un audit logement dans les mêmes conditions que l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement.

Article 2: Le montant de la prime s'élève à 250,00 €.

Article 3: La prime est octroyée pour tout logement situé sur la Commune de Jalhay et le logement doit avoir connu une première occupation en tant que logement d'au minimum 20 ans à partir de la date de la réception de la demande de prime. La demande de prime doit être introduite par une personne qui a un droit réel sur le logement (propriétaire total ou partiel, usufruitier, nu-propriétaire, ...)

Article 4: Les conditions d'accès à la prime audit de la Commune sont identiques à la prime audit de la Région wallonne.

Article 5: L'audit PAE doit être réalisé par un auditeur logement agréé par la Région wallonne (liste disponible sur le site <http://energie.wallonie.be>).

Article 6: La demande de prime doit être introduite par écrit auprès du Collège communal dans les 3 mois suivants le paiement de la prime, pour le même objet, émanant de la Région wallonne. La preuve de paiement faisant foi.

Le dossier de demande de prime communale comprendra:

- *Le formulaire de demande dûment complété;*
- *La copie de la facture de l'audit logement libellée au nom du demandeur et une copie de la preuve de paiement;*
- *Une copie de la preuve de la promesse d'octroi de la prime de la Région wallonne;*

Toute demande incomplète sera considérée comme refusée et devra être réintroduite par le demandeur.

Article 7: La prime sera versée par la Commune sur le numéro de compte indiqué par le demandeur.

Article 8: La prime est octroyée dans la limite des crédits budgétaires disponibles. Les demandeurs qui respectent les conditions d'octroi de la prime, mais qui n'auraient pas pu en bénéficier en fonction des limites budgétaires, deviennent prioritaires pour l'octroi de la prime lors de l'exercice suivant.

Article 9: Le présent règlement entrera en vigueur le 30 mars 2021.

Article 10: A titre transitoire, les audits logements qui ont été réalisés entre le 1^{er} juin 2019 et le 29 mars 2021 et ayant fait l'objet d'une prime de la Région wallonne, seront pris en considération pour l'attribution de la prime communale, si le dossier de demande, déclaré complet par le fonctionnaire traitant, est introduit dans les 3 mois de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Article 11: Le Collège communal est le seul compétent pour trancher tout litige relatif au non-octroi de cette prime.

Article 12: Le présent règlement sera publié sur le site internet de la Commune ainsi qu'aux endroits habituels d'affichage. »

6) Plan communal de développement rural - Rapport annuel sur l'état d'avancement de l'Opération de développement rural - Rapport 2020 de la Commission locale de développement rural - ratification

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement son article L1122-30;

Vu le Décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 12 juin 2014 portant exécution du Décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural et abrogeant l'Arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1991 portant exécution du Décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu l'Arrêté ministériel du 12 octobre 2020 approuvant la circulaire 2020/01 relative au programme communal de développement rural (PCDR);

Vu la Circulaire 2020/01 relative au programme communal de développement rural;
Vu la décision du Conseil communal du 5 avril 2002 d'entamer une première opération de développement rural;
Vu la décision du Conseil communal du 8 novembre 2005 adoptant le Programme communal de développement rural, dans le cadre de la première opération de développement rural;
Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2006 approuvant le Programme communal de développement rural, dans le cadre de la première opération de développement rural;
Vu la décision du Conseil communal du 3 juillet 2007 adoptant les termes de la convention-exécution 2007 relative à la création d'un atelier rural et l'aménagement de ses accès à Cokaifagne;
Vu la convention-exécution 2007 du 3 octobre 2007 signée par le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme, Monsieur Benoît LUTGEN, représentant la Région wallonne, relative à la création d'un atelier rural et l'aménagement de ses accès à Cokaifagne;
Vu la décision du Conseil communal du 30 juin 2011 adoptant les termes de l'avenant global et définitif 2011 à la convention-exécution 2007 relatif à la création d'un atelier rural et l'aménagement de ses accès à Cokaifagne;
Vu l'avenant global et définitif 2011 à la convention-exécution 2007 du 9 août 2012 signé par le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine, Monsieur Carlo DI ANTONIO, représentant la Région wallonne, relatif à la création d'un atelier rural et l'aménagement de ses accès à Cokaifagne, portant le montant de subside à 760.000,00 €;
Vu la décision du Conseil communal du 27 octobre 2014 adoptant les termes de l'avenant 2014 à l'avenant global et définitif 2011 à la convention-exécution 2007 relatif à la création d'un atelier rural et l'aménagement de ses accès à Cokaifagne;
Vu l'avenant 2014 à l'avenant global et définitif 2011 à la convention-exécution 2007 du 27 octobre 2014 signé par le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, Monsieur René COLLIN, représentant la Région wallonne, relatif à la création d'un atelier rural et l'aménagement de ses accès à Cokaifagne, accordant un délai supplémentaire de 16 mois et 5 jours à l'article 2 de l'avenant 2011 susvisé;
Vu la décision du Conseil communal du 26 octobre 2015 adoptant les termes de la convention-exécution 2015 relative au projet d'aménagement de la Place Haut-Vinâve à Jalhay;
Vu la convention-exécution 2015 du 24 novembre 2015 signée par le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, Monsieur René COLLIN, relative au projet d'aménagement de la Place Haut-Vinâve à Jalhay;
Vu l'état d'avancement desdites conventions à la date du 31 décembre 2020;
Vu la décision du Conseil communal du 25 janvier 2016 d'entamer une deuxième opération de développement rural;
Vu la décision du Conseil communal du 25 février 2019 procédant à la désignation des membres de la Commission locale de développement rural, dans le cadre de la deuxième opération de développement rural;
Vu le règlement d'ordre intérieur de la Commission locale de développement rural, arrêté par le Conseil communal en sa séance du 9 septembre 2019;
Vu le rapport annuel 2020 de la Commission locale de développement rural, rédigé par la Fondation rurale de Wallonie en collaboration avec la Commune de Jalhay;
Considérant que le présent rapport a été transmis en date du 18 février 2021 aux membres de la Commission locale de développement rural pour validation;
Considérant qu'aucun membre de la Commission locale de développement rural n'a émis une remarque ou une objection;
Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré;
A l'unanimité;

RATIFIE le rapport de la Commission locale de développement rural pour l'année 2020.

7) Marché public de travaux - Entretien extraordinaire de voiries 2021 - approbation des conditions et du mode de passation

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu le marché public de services "Mission de coordination projet et réalisation pour les travaux aux bâtiments communaux et en voiries au cours des années 2019 à 2021 (MP 2018-037)", attribué à la société COSETECH SPRL, Zoning industriel des Hauts Sart (zone 1) – Rue de l'Abbaye 92 à 4040 Herstal, par le Collège communal, en date du 29 novembre 2018;

Considérant le cahier des charges N° 2021-017 relatif au marché "Entretien extraordinaire de voiries 2021" établi par le service des marchés publics;

Considérant le plan général de sécurité et santé relatif à ce marché établi par le Coordinateur sécurité et santé, COSETECH SPRL, Zoning industriel des Hauts Sart (zone 1) – Rue de l'Abbaye 92 à 4040 Herstal;

Considérant que ce marché est divisé en lots:

* Lot 1 (Entretien extraordinaire de voiries 2021: Nivezé, Royompré, Haut-Vinâve, Neufmarteau), estimé à 123.952,05 € hors TVA ou 149.981,98 €, 21% TVA comprise;

* Lot 2 (Entretien de chemin forestier 2021: "La Bilisse" - Phase II), estimé à 18.900,00 € hors TVA ou 22.869,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 142.852,05 € hors TVA ou 172.850,98 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2021, articles 421/731-60 (n° de projet 20210017) et 640/731-60 (n° de projet 20210026) et seront financés par fonds propres;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 16 mars 2021, le Directeur financier n'a pas encore rendu d'avis de légalité;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 22 mars 2021 et joint en annexe;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: D'approuver le cahier des charges N° 2021-017 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire de voiries 2021", établis par le service des marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 142.852,05 € hors TVA ou 172.850,98 €, 21% TVA comprise.

Article 2: De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3: De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4: De financer cette dépense par les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2021, articles 421/731-60 (n° de projet 20210017) et 640/731-60 (n° de projet 20210026).

8) Remplacement de l'éclairage public - 2^{ème} phase - décision de passer un marché public avec l'Intercommunale RESA SA dans le cadre de la relation "in house"

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1222-3, L1512-3 et suivants et L1523-1;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 30;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Considérant que la technologie du LED permet de réduire les factures d'électricité, les émissions de CO₂ et la pollution lumineuse;

Considérant le marché public 2020-033 passé avec l'Intercommunale RESA SA, dans le cadre de la relation "in house", pour la première phase du remplacement de l'éclairage public en éclairage LED sur le territoire communal;

Considérant la nécessité pour la Commune de Jalhay de poursuivre et de procéder à la deuxième phase du remplacement de l'éclairage public en éclairage LED sur le territoire communal;

Considérant que ce remplacement d'éclairage public consiste en la fourniture et la pose de poteaux équipés de luminaire SCHREDER AMPERA, de type LED;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mai 2019 par laquelle la Commune décide d'adhérer à l'Intercommunale RESA SA;

Considérant que la Commune est associée à l'Intercommunale RESA SA;

Considérant que l'Intercommunale RESA SA est une Intercommunale qui ne comporte pas de participation directe de capitaux privés;

Considérant que ses organes de décision sont composés, en vertu de ses statuts, de délégués des autorités publiques qui lui sont affiliées, les organes décisionnels de l'Intercommunale étant ainsi composés de représentants de tous ses membres, une même personne pouvant le cas échéant représenter plusieurs membres ou l'ensemble d'entre eux;

Considérant que les membres de l'Intercommunale RESA SA sont en mesure d'exercer conjointement une influence décisive sur les objectifs stratégiques et les décisions importantes de l'Intercommunale;

Considérant qu'au regard de l'objet social défini dans ses statuts, l'Intercommunale ne poursuit pas d'intérêts contraires à ceux de ses membres;

Considérant que la Commune exerce dès lors sur cette Intercommunale, conjointement avec ses autres membres, un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services;

Considérant que plus de 80 % des activités de l'Intercommunale RESA SA sont exercées dans le cadre de l'exécution des tâches qui lui sont confiées par ses membres ou par d'autres personnes morales contrôlées par ses membres;

Vu le courrier daté du 3 août 2020 de l'Intercommunale RESA SA, rue Sainte-Marie 11 à 4000 Liège, affirmant que les trois conditions, pour qu'il existe une relation "in house" entre la Commune et l'Intercommunale, sont réunies;

Considérant que l'opération envisagée constitue dès lors un marché "in house" au regard de l'article 30 de la loi relative aux marchés publics du 17 juin 2016;

Considérant, par conséquent, qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la loi relative aux marchés publics et partant qu'il n'y a pas lieu de procéder à une mise en concurrence;

Considérant que la dépense estimée de ce marché s'élève à 131.255,20 € hors TVA ou 158.818,79 €, 21 % TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, à l'article 426/735-54 (n° de projet 20210024);
Considérant que, sous réserve d'approbation, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire;
Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis du Directeur financier lui a été soumise en date du 12 mars 2021 conformément à l'article L1124-40, § 1^{er}, 3° et 4° du CDLD;
Vu l'avis défavorable rendu par le Directeur financier en date du 22 mars 2021 joint en annexe;
Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré;
A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de passer un marché public dans le cadre de la relation "in house", prévue à l'article 30 de la loi sur les marchés publics du 17 juin 2016, en vue du remplacement de l'éclairage public en éclairage LED. La dépense estimée du marché s'élève à 131.255,20 € hors TVA ou 158.818,79 €, 21 % TVA comprise.

Article 2: de consulter à cette fin l'Intercommunale RESA SA, en application de l'exception "in house", dans les conditions ci-annexées.

Article 3: de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, à l'article 426/735-54 (n° de projet 20210024).

Article 4: Ce crédit fera l'objet d'une modification budgétaire.

9) Marché public de travaux - Acquisition et placement de panneaux photovoltaïques sur différents bâtiments communaux - approbation des conditions et du mode de passation

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1°;

Considérant que ce marché public a pour objet d'acquérir et de placer des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments communaux suivants:

- Administration communale, rue de la Fagne, 46 à 4845 Jalhay;
- Ecole communale de Jalhay, rue de la Fagne, 12 à 4845 Jalhay;
- Ecole communale de Sart, rue de l'Ecole, 10 à 4845 Jalhay;
- Atelier de voirie (service des travaux), rue du Roslin, 5 à 4845 Jalhay.

Considérant que le soleil est une source d'énergie propre, durable et gratuite;

Considérant que la pose de panneaux photovoltaïques contribue à aider notre planète et à réaliser la transition vers la neutralité carbone;

Considérant que l'installation de panneaux photovoltaïques permettra à la Commune de Jalhay de tendre vers l'indépendance énergétique vis-à-vis du réseau électrique et dès lors de réaliser une économie d'énergie;

Considérant que ce projet réalisera un retour sur investissement avec des gains financiers conséquents, comme suit:

- Administration communale (7,1 ans) - montant estimé: 29.643,00 €;

- Ecole communale de Jalhay (7 ans) - montant estimé: 32.917,00 €;
- Ecole communale de Sart (7,5 ans) - montant estimé: 65.437,00 €;
- Atelier de voirie (service des travaux) (5,5 ans) - montant estimé: 7.365,00 €.

Considérant le cahier des charges n° 2021-019 relatif au marché "Acquisition et placement de panneaux photovoltaïques sur différents bâtiments communaux", établi par le service des marchés publics en collaboration avec le Conseiller en énergie;

Considérant le plan général de sécurité et santé relatif à ce marché établi par le Coordinateur sécurité et santé, COSETECH SPRL, Zoning industriel des Hauts Sart (zone 1) - Rue de l'Abbaye 92 à 4040 Herstal;

Considérant que ce marché est divisé en lots:

* Lot 1 (Administration communale (> 10 kVA)), estimé à 30.803,00 € hors TVA ou 37.271,63 €, 21% TVA comprise;

* Lot 2 (Ecole communale de Jalhay (> 10 kVA)), estimé à 28.743,00 € hors TVA ou 30.467,58 €, 6% TVA comprise;

* Lot 3 (Ecole communale de Sart (> 10 kVA)), estimé à 47.283,00 € hors TVA ou 50.119,98 €, 6% TVA comprise;

* Lot 4 (Atelier de voirie (service des travaux) (< 10 kVA)), estimé à 8.385,00 € hors TVA ou 10.145,85 €, 21% TVA comprise;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 115.214,00 € hors TVA ou 128.005,04 €, TVA comprise (6 % et 21 %);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, à l'article 124/724-56 (n° de projet 20210010);

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis du Directeur financier lui a été soumise en date du 12 mars 2021 conformément à l'article L1124-40, § 1er, 3° et 4° du CDLD;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 22 mars 2021 et joint en annexe;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: d'approuver le cahier des charges n° 2021-019 et le montant estimé du marché "Acquisition et placement de panneaux photovoltaïques sur différents bâtiments communaux", établis par le service des marchés publics en collaboration avec le Conseiller en énergie. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 115.214,00 € hors TVA ou 128.005,04 €, TVA comprise (6 % et 21 %).

Article 2: de passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3: de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, à l'article 124/724-56 (n° de projet 20210010).

10) Dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques et technique - modifications

10.A Personnel communal - dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique

Le Conseil,

Vu la Circulaire du 27 mai 1994 du Ministère de la Région Wallonne, relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale, telle que modifiée;

Vu les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique, adoptées le 30 juin 1997 telles que modifiées;
Vu l'évolution législative constante régissant la Fonction Publique locale, faisant croître constamment les tâches et les compétences des agents communaux;
Vu l'évolution des besoins en ressources humaines au sein de l'Administration;
Vu l'avis de légalité préalable du Directeur Financier, conformément à l'article L1124-40, §1^{er}, 3^o du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, en date du 16 mars 2021;
Vu les instructions en la matière;
Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;
Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE de compléter, comme suit, les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique:

Article 1^{er}: Au Titre 1: Règles relatives à l'octroi des échelles, Chapitre I: PERSONNEL ADMINISTRATIF,

Après CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF:

C.4. - EVOLUTION DE CARRIERE

Est inséré:

« CHEF DE BUREAU ADMINISTRATIF

A.1. - RECRUTEMENT

A l'agent pour qui est requis un diplôme de l'enseignement universitaire ou assimilé.

A.1. - PROMOTION

Au (à la) titulaire de l'échelle D5, D6, C3 ou C4, pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- *disposer d'une évaluation au moins positive;*
- *avoir acquis une formation en sciences administratives (3 modules);*
- *compter une ancienneté minimale de 4 ans dans l'échelle D5, D6, C3 ou C4;*
- *réussir l'examen d'accession.*

A.2. - EVOLUTION DE CARRIERE

Au (à la) titulaire de l'échelle A1 pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- *disposer d'une évaluation au moins positive;*
- *compter une ancienneté minimale de 8 ans dans l'échelle A1;*
- *avoir acquis une formation.*

OU

- *disposer d'une évaluation au moins positive;*
- *compter une ancienneté minimale de 16 ans dans l'échelle A1 s'il n'y a pas d'acquis de formation. »*

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

10.B Personnel communal - dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique

Le Conseil,

Vu la Circulaire du 27 mai 1994 du Ministère de la Région Wallonne, relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale, telle que modifiée;
Vu les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique, adoptées le 30 juin 1997 telles que modifiées;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 avril 2013 décidant d'adhérer au Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 décembre 2003 fixant les modalités d'application du Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

Considérant la demande croissante des parents pour une augmentation du nombre de stages durant les vacances scolaires;

Vu les instructions en la matière;

Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de compléter, comme suit, les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique:

Titre 1: règles relatives à l'octroi des échelles

Est inséré au Chapitre I: PERSONNEL ADMINISTRATIF, après EMPLOYE(E)

D'ADMINISTRATION:

D.6 – RECRUTEMENT

« *COORDINATEUR(TRICE) EN CENTRE DE VACANCES*

– être en possession du brevet de coordinateur de centre de vacances homologué par la Communauté française (comptabiliser 400 heures de formation, à savoir 150 heures de formation théorique et 250 heures de stage pratique dans un centre de vacances agréé)

– être en possession, au plus tard au commencement de son contrat, d'un permis de conduire automobile B.

OU

– comptabiliser 250 heures d'expérience utile en centre de vacances;

– être en possession d'un diplôme ou certificat d'études de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou de promotion sociale à orientation sociale ou pédagogique au moins;

– être en possession, au plus tard au commencement de son contrat, d'un permis de conduire automobile B.

Epreuve orale:

Visant à évaluer l'expérience du candidat, sa motivation, ses qualités humaines (notamment l'expression orale, la maturité, la présentation), sa connaissance du fonctionnement des Plaines de vacances communales, son adhésion aux valeurs des Plaines de vacances communales et aux principes de non-discrimination.

Pour satisfaire à cette épreuve, le candidat doit obtenir au-moins 60%. »

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

10.C Personnel communal - dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique

Le Conseil,

Vu la Circulaire du 27 mai 1994 du Ministère de la Région Wallonne, relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale, telle que modifiée;

Vu la Circulaire du 16 mai 2014 relative aux nouveaux métiers et notamment sa fiche 4 « agent constatateur »;

Vu les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique, adoptées le 30 juin 1997 telles que modifiées;
Attendu qu'il y a lieu d'insérer dans les dispositions susvisées des conditions particulières de recrutement et d'évolution de carrière pour un agent constatateur;
Vu les instructions en la matière;
Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;
Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;
Sur proposition du Collège communal;
A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de compléter, comme suit, les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique:

Titre 1: règles relatives à l'octroi des échelles

Est inséré au Chapitre I: PERSONNEL ADMINISTRATIF, avant CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF:

« AGENT CONSTATATEUR (hors cadre)

D.4. RECRUTEMENT

- être en possession au moins d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

OU

- être en possession d'un titre de compétences de base délivré par le Consortium de validation de compétence et correspondant au niveau du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

OU

- être en possession d'un titre de formation certifié et délivré par un organisme agréé par le Gouvernement wallon;

- satisfaire aux conditions de formation de 40 heures durant une période de 10 jours maximum portant sur les quatre volets suivants:

* la législation concernant les sanctions administratives communales avec une attention particulière pour les obligations du constatateur, ses compétences, ses responsabilités, ainsi que les droits et les devoirs du citoyen dans les lieux accessibles au public et le cas de flagrant délit;

* la gestion de conflits, y compris la gestion positive des conflits avec les mineurs;

* la constatation des infractions et la rédaction des constats;

* les bases du fonctionnement du service de police;

- réussir un examen (épreuves écrite et orale) portant sur le programme de l'enseignement secondaire supérieur.

Epreuve écrite portant sur la connaissance:

- de la langue française (dictée, grammaire, vocabulaire, dissertation): 35 points;

- mathématiques (anciennes ou modernes, au choix du (de la) candidat(e)): 15 points.

Seront considéré(e)s comme ayant satisfait à l'épreuve écrite les candidat(e)s qui auront obtenu 6/10 des points en français et 5/10 des points en mathématiques.

Epreuve orale:

- présentation d'un sujet au choix du (de la) candidat(e): commentaire et discussion permettant notamment de déceler le degré d'intelligence du (de la) candidat(e), son sens pratique, sa maturité et sa sociabilité. Cette épreuve comportera, en outre, des questions susceptibles de révéler l'esprit critique de l'examiné(e) à l'endroit des hommes et des choses de son temps et de permettre aux examinateurs de compléter leur information sur les qualités et connaissances de l'examiné(e) et d'apprécier particulièrement, par une épreuve dans laquelle celui-ci (celle-ci) aurait une large part d'initiative, ses qualités d'investigation et d'objectivité: minimum 30/50 points.

La cote requise pour l'ensemble des épreuves (écrite et orale) est de 6/10 des points.

D.5. EVOLUTION DE CARRIERE

L'échelle D.5. est attribuée à l'agent constatateur titulaire de l'échelle D.4., pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- disposer d'une évaluation au moins positive;

- avoir acquis une formation spécifique (voir Statut administratif, Titre 14).

D.6. - EVOLUTION DE CARRIERE

L'échelle D.6. est attribuée:

à l'agent constatateur titulaire de l'échelle D.4. ou D.5., pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- disposer d'une évaluation au moins positive;
- compter une ancienneté de 4 ans dans les échelles D.4. ou D.5. en qualité d'agent constatateur;
- avoir acquis le diplôme d'enseignement supérieur de type court ou une formation spécifique équivalente soit une formation en sciences administratives (voir Statut administratif, Titre 14). »

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

10.D Personnel communal - dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique

Le Conseil,

Vu la Circulaire du 27 mai 1994 du Ministère de la Région Wallonne, relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale, telle que modifiée;

Vu les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique, adoptées le 30 juin 1997 telles que modifiées;

Vu la charge croissante de travail qui incombe au service des travaux, il y aurait lieu d'engager du personnel plus qualifié et ce pour permettre une meilleure gestion des tâches à réaliser;

Vu les instructions en la matière;

Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de compléter, comme suit, les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique:

Titre 1: règles relatives à l'octroi des échelles

Est inséré au Chapitre IV: PERSONNEL OUVRIER, avant BRIGADIER(E):

« OUVRIER(E) QUALIFIE(E)

D.4. - RECRUTEMENT (hors cadre)

- être en possession d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur

OU

- être en possession d'un titre de compétences de base délivré par le Consortium de validation de compétence et correspondant au niveau du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur

OU

- être en possession d'un titre de formation certifié et délivré par un organisme agréé par le Gouvernement wallon

- réussir un examen d'aptitudes professionnelles destiné à établir des connaissances suffisantes dans la profession.

Cotation: minimum 5/10 dans chacune des épreuves organisées et minimum 6/10 sur l'ensemble de celles-ci. »

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

10.E Personnel communal - dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique

Le Conseil,

Vu la Circulaire du 27 mai 1994 du Ministère de la Région Wallonne, relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale, telle que modifiée;

Vu les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique, adoptées le 30 juin 1997 telles que modifiées;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 avril 2013 décidant d'adhérer au Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 décembre 2003 fixant les modalités d'application du Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

Considérant la demande croissante des parents pour une augmentation du nombre de stages durant les vacances scolaires;

Vu les instructions en la matière;

Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de compléter, comme suit, les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique:

Titre 1: règles relatives à l'octroi des échelles

Est inséré au Chapitre IV: PERSONNEL OUVRIER, après OUVRIER(E): SURVEILLANT(E) ACCUEIL EXTRA-SCOLAIRE:

« OUVRIER(E): ANIMATEUR QUALIFIE

D.1. RECRUTEMENT (hors cadre)

- en possession d'un brevet d'animateur de centre de vacances homologué par la Communauté française comptabilisant 300 heures de formation, à savoir 150 heures de formation théorique et 150 heures de prestations dans un centre de vacances agréé.

OU

- justifier d'une expérience utile de 150 heures dans un centre de vacances agréé et être en possession:

*soit d'un diplôme ou certificat de fin d'études à orientation sociale ou pédagogique au moins de l'enseignement technique secondaire supérieur;

*soit d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur de type court (de plein exercice ou de promotion sociale) à orientation sociale, pédagogique ou éducation physique;

*soit d'un brevet d'instructeur d'éducation physique, de sports et vie en plein air délivré par la Direction centrale des organisations de jeunesse et des organisations d'adultes;

*soit d'un certificat de qualification « auxiliaire de l'enfance » spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

Pour les groupes d'enfants de moins de 6 ans, est assimilé à l'animateur(trice) qualifié(e), le candidat:

- qui justifie d'une expérience utile de 150 heures en centre de vacances;

- en possession d'un diplôme de puériculteur(trice).

D.2. EVOLUTION DE CARRIERE

L'Échelle D2 est attribuée à l'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) titulaire de l'échelle D1 ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e)

Pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- disposer d'une évaluation au moins positive;
- compter une ancienneté de 12 ans dans l'échelle D1 en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) s'il (elle) n'a pas acquis de formation complémentaire.

OU

- compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle D1 en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) s'il (elle) possède un titre de compétence délivré par le Consortium de validation de compétence et qui soit complémentaire au titre utilisé lors du recrutement.

OU

- compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle D1 en qualité d'ouvrier(ère): animateur (trice) qualifié(e) s'il(elle) a acquis une formation complémentaire (voir Statut administratif, Titre 14).

D3 - EVOLUTION DE CARRIERE

L'Echelle D3 est attribuée à l'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) titulaire de l'échelle D2 ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e)

Pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- disposer d'une évaluation au moins positive;
- compter une ancienneté de 8 ans dans l'échelle D2 en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) s'il(elle) n'a pas acquis de formation complémentaire (voir Statut administratif, Titre 14).

OU

- compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle D2 en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) s'il (elle) possède un titre de compétence délivré par le Consortium de validation de compétence et qui soit complémentaire au titre utilisé lors du recrutement.

OU

- compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle D2 en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) qualifié(e) s'il(elle) a acquis une formation complémentaire (voir Statut administratif, Titre 14). »

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

10.F Personnel communal - dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique

Le Conseil,

Vu la Circulaire du 27 mai 1994 du Ministère de la Région Wallonne, relative aux principes généraux de la fonction publique locale et provinciale, telle que modifiée;

Vu les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique, adoptées le 30 juin 1997 telles que modifiées;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 avril 2013 décidant d'adhérer au Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 03 décembre 2003 fixant les modalités d'application du Décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu le Décret du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 relatif aux centres de vacances;

Considérant la demande croissante des parents pour une augmentation du nombre de stages durant les vacances scolaires;

Vu les instructions en la matière;

Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;

Vu le procès-verbal de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1^{er}: de compléter, comme suit, les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique:

Titre 1: règles relatives à l'octroi des échelles

Est inséré au Chapitre IV: PERSONNEL OUVRIER, après AUXILIAIRE PROFESSIONNEL(LE):

« OUVRIER(E): ANIMATEUR(TRICE) NON QUALIFIE(E)

E.1. – RECRUTEMENT (hors cadre)

- sans condition particulière.

E.2. – EVOLUTION DE CARRIERE

L'échelle E.2. est attribuée à l'ouvrier(ère): animateur(trice) non qualifié(e) titulaire de l'échelle E.1. ouvrier(ère): animateur(trice) non qualifié(e) et pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- disposer d'une évaluation au moins positive;

- compter une ancienneté de 8 ans dans l'échelle E.1. en qualité d'ouvrier(ère): animateur (trice) non qualifié(e) s'il (elle) n'a pas acquis de formation complémentaire.

OU

- disposer d'une évaluation au moins positive;

- compter une ancienneté de 4 ans dans l'échelle E.1. en qualité d'ouvrier(ère) animateur(trice) non qualifié(e) s'il (elle) a acquis une formation complémentaire (voir Statut administratif, Titre 14).

E.3. – EVOLUTION DE CARRIERE

L'échelle E.3. est attribuée à l'ouvrier(ère): animateur(trice) non qualifié(e) titulaire de l'échelle E.2. d'ouvrier(ère): animateur non qualifié(e) pour autant que soient remplies les conditions suivantes:

- disposer d'une évaluation au moins positive;

- compter une ancienneté de 12 ans dans l'échelle E.2. en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) non qualifié(e) s'il (elle) n'a pas acquis de formation complémentaire, OU

- disposer d'une évaluation au moins positive;

- compter une ancienneté de 8 ans dans l'échelle E.2. en qualité d'ouvrier(ère): animateur(trice) non qualifié(e) s'il (elle) a acquis une formation complémentaire (voir Statut administratif, Titre 14). »

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

11) Statut pécuniaire du personnel communal - insertion de l'échelle A1

Le Conseil,

Vu notre délibération de ce jour modifiant les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique;

Vu le statut pécuniaire du personnel communal adopté le 30 juin 1997 tel que modifié;

Vu les instructions en la matière;

Vu l'avis de légalité préalable du Directeur Financier, conformément à l'article L1124-40, §1^{er}, 3^o du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, en date du 16 mars 2021;

Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;

Vu le protocole de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE de modifier, comme suit, le statut pécuniaire du personnel communal:

Article 1^{er}: Les échelles dont question à l'article 25 sont, suivant le tableau ci-annexé, complétées par l'échelle A1.

Article 2: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

12) Cadre du personnel communal - modification

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1212-1 et L1212-2;

Vu le cadre du personnel communal adopté le 30 juin 1997 tel que modifié;

Vu l'évolution législative constante régissant la Fonction Publique locale, faisant croître constamment les tâches et les compétences des agents communaux;

Vu l'évolution des besoins en ressources humaines au sein de l'Administration engendrant une augmentation du volume de l'emploi;

Attendu qu'actuellement, nous ne disposons pas d'un cadre pour le personnel contractuel mais que son nombre atteint 70,5 équivalent temps plein au sein de notre Administration, ce type de personnel étant subventionné en vertu du Décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement (APE);

Attendu qu'au fil des années, les activités de deux des « Chefs de service administratif », se sont étendues au-delà de leur simple service, faisant accroître leurs tâches et responsabilités au sein de l'Administration;

Attendu que ces derniers effectuent également des remplacements lors des absences de la Directrice générale, ils sont donc amenés à traiter des dossiers dans l'ensemble des domaines;

Vu notre délibération de ce jour modifiant les dispositions particulières tant administratives que pécuniaires pour chaque grade repris au cadre du personnel communal administratif, des bibliothèques, ouvrier et technique par l'insertion de l'échelle de Chef de bureau administratif;

Attendu qu'il y a donc lieu de modifier le cadre du personnel communal;

Vu les instructions en la matière;

Vu le protocole de négociation syndicale du 21 janvier 2021;

Vu le protocole de la réunion de concertation Commune-CPAS du 11 février 2021;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE de compléter, comme suit, le cadre actuel du personnel communal:

Article 1^{er}: A la section A) Personnel administratif:

Avant « 4 Chefs de service administratif » est inséré: « 2 Chefs de bureau administratif ».

Article 2: A la section A) Personnel administratif, de modifier le nombre de « Chefs de service administratif », le passant de 4 à 2.

Article 3: La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement wallon conformément à l'article L3131-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

13) Assurance collective hospitalisation du Service Fédéral des Pensions - Service social collectif - adhésion

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu la décision du Conseil communal du 24 mai 2004 de s'affilier au Service social collectif de l'ONSSAPL et d'adhérer à l'assurance collective "frais de soins de santé en cas d'hospitalisation ou de maladie grave" que propose le SSC;

Vu la décision du Conseil communal du 23 octobre 2017 de poursuivre la décision du

Conseil communal du 24 mai 2004 d'adhérer à l'assurance collective hospitalisation;
Considérant que le Service Fédéral des Pensions – Service social collectif propose un contrat-cadre d'assurance collective hospitalisation aux administrations provinciales et locales en vertu de l'article 21,5° de la Loi du 18 mars 2016;
Considérant que le contrat-cadre d'assurance collective hospitalisation, actuellement en vigueur, prendra fin le 31 décembre 2021;
Considérant qu'un nouveau marché public de services concernant l'assurance collective hospitalisation sera lancé dans le courant du 1^{er} semestre 2021 et que le Service social collectif propose aux administrations d'adhérer au prochain contrat-cadre qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour se terminer le 31 décembre 2025;
Sur proposition du Collège communal;
Après en avoir délibéré;
A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1: de poursuivre la décision du Conseil communal du 24 mai 2004 d'adhérer à l'assurance collective hospitalisation proposée par le Service Fédéral des Pensions – Service social collectif.

Article 2: de ne pas prendre en charge la prime pour l'affiliation à ladite assurance des membres de son personnel; chaque agent étant libre de contracter ou pas ladite assurance.

14) Environnement - démarche « zéro déchet » 2021-2023 - approbation du plan d'actions, des grilles AFOM, des acteurs et de décision

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu l'Arrêté du 18 juillet 2019 modifiant l'AGW du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets (dit AGW « petits subsides ») pour y intégrer une majoration des subsides prévention de 0,50 €/habitant pour les Communes s'inscrivant dans une démarche « zéro Déchet »;

Vu la décision du Conseil communal du 21 décembre 2020 par laquelle il a été décidé, notamment, d'approuver les termes d'une convention pour mission d'accompagnement, par INTRADEL, dans la démarche « zéro déchet » ainsi que ses modalités;

Vu la présentation de la démarche « zéro déchet » par INTRADEL aux membres du Conseil communal lors de la séance du 22 février 2021;

Vu le courrier du Service public de Wallonie – Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, reçu en date du 15 septembre 2020, qui précise que la grille de décision doit être envoyée complétée à l'Administration pour le 31 mars de l'année de réalisation des actions;

Vu la grille AFOM réalisée en Comité de pilotage lors de la réunion du 26 février 2021;

Vu le plan d'actions mis en place par le Comité de pilotage lors de la réunion du 3 mars 2021;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

Par 11 voix pour et 5 abstentions (J. CHAUMONT, L. BAWIN, V. SWARTENBROUCKX, D. HEUSDENS et P.-F. VILZ);

DECIDE:

Article 1^{er}: d'approuver la grille AFOM, le plan d'actions, la grille des acteurs et la grille

de décision par lesquelles la Commune s'engage à effectuer des actions dans les 4 axes suivants:

- Exemplarité de la Commune;
- Convention de collaboration avec les commerces;
- Convention de collaboration avec les acteurs de l'économie sociale;
- Mise en place d'actions d'information, d'animation et de formation.

Article 2: de transmettre une copie de la présente délibération à l'Intercommunale Intradel (Port de HERSTAL, Pré Wigi 20, 4040 Herstal) et à la Région Wallonne.

15) Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale ENODIA du 19 avril 2021 - approbation des points à l'ordre du jour

Le Conseil,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants;

Vu le Décret du 1^{er} octobre 2020 organisant jusqu'au 31 mars 2021 la tenue des réunions des organes des Intercommunales, des sociétés à participation publique locale significative, des associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, des sociétés de logement de service public, des ASBL communales ou provinciales, des régies communales ou provinciales autonomes, d'associations de projet ou de tout autre organisme supra-local ayant pris la forme d'une société ou d'une association;

Vu la convocation à l'Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale ENODIA qui aura lieu le 19 avril 2021;

Considérant que l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire comporte les points suivants:

1. Nomination à titre définitif d'un Administrateur représentant les Communes associées;

2. Acquisition des parts de la Société Intercommunale pour la Diffusion de la Télévision (en abrégé « BRUTELE »), immatriculée à la BCE sous le numéro 0205.954.655, dont le siège social est établi Rue de Naples 29 à 1050 Bruxelles, par ENODIA et certains Pouvoirs locaux;

3. Pouvoirs.

Vu les différents documents informatifs relatifs à cet ordre du jour;

Sur proposition du Collège communal;

Après en avoir délibéré;

DECIDE:

Article 1^{er}: A l'unanimité, d'approuver le point 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale ENODIA du 19 avril 2021, à savoir: « *Nomination à titre définitif d'un Administrateur représentant les Communes associées* ».

Article 2: A l'unanimité, d'approuver le point 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale ENODIA du 19 avril 2021, à savoir: « *Acquisition des parts de la Société Intercommunale pour la Diffusion de la Télévision (en abrégé « BRUTELE »), immatriculée à la BCE sous le numéro 0205.954.655, dont le siège social est établi Rue de Naples 29 à 1050 Bruxelles, par ENODIA et certains Pouvoirs locaux* ».

Article 3: A l'unanimité, d'approuver le point 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire de l'Intercommunale ENODIA du 19 avril 2021, à savoir: « *3. Pouvoirs.* » et de donner procuration, en application du Décret wallon du 1^{er} octobre 2020 susvisé, à Mme Carine HOUGARDY, Directrice générale f.f. de l'Intercommunale ENODIA, aux fins de voter conformément à cette décision.

16) Intercommunale Centre Hospitalier Régional de Verviers (C.H.R. Verviers) - remplacement d'un délégué à l'Assemblée générale

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et notamment les articles L1122-34 §2 et L1523-11;

Attendu que notre Commune est membre de l'Intercommunale C.H.R. Verviers, ayant son siège à 4800 VERVIERS, Rue du Parc 29 (BE 0250.893.369);

Attendu qu'à la suite des élections du 14 octobre 2018, le Conseil communal a procédé, en sa séance du 27 mai 2019, à la désignation de cinq représentants de notre Commune à l'Assemblée générale de ladite Intercommunale;

Vu la décision du Conseil communal du 25 mai 2019 désignant les délégués à l'Assemblée générale;

Attendu que M. Vincent SWARTENBROUCKX, Conseiller communal, a été désigné en tant que représentant du groupe "CH-ENSEMBLE";

Vu la demande du 17 février 2021 du groupe "CH-ENSEMBLE" de remplacer M. Vincent SWARTENBROUCKX par M. Gauthier LEMAITRE pour représenter le groupe "CH-ENSEMBLE" à l'Assemblée générale de ladite Intercommunale;

Attendu que, selon l'article L1122-34 §2 du CDLD, le Conseil communal est compétent pour désigner et retirer les mandats dans les Intercommunales auxquelles la Commune est membre;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité, **DECIDE** de ne pas procéder au vote à scrutin secret;

A l'unanimité, **DECIDE**:

M. Gauthier LEMAITRE, Conseiller communal, représentant le groupe "CH-ENSEMBLE", domicilié à [REDACTED] est désigné en qualité de délégué de la Commune de JALHAY à l'Assemblée générale de l'Intercommunale C.H.R. Verviers en remplacement de M. Vincent SWARTENBROUCKX.

Cette décision prendra fin lors du prochain renouvellement général des Conseils communaux.

Un exemplaire de la présente sera transmis pour suite voulue à l'Intercommunale C.H.R. Verviers, Rue du Parc 29 à 4800 VERVIERS.

17) Enseignement communal - Commission Paritaire Locale (COPALOC) - désignation d'un nouveau membre de la délégation du Pouvoir Organisateur

Le Conseil,

Vu l'article L1122-34 §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le Décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié, notamment son article 94;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 février 2019 désignant les représentants de notre Pouvoir Organisateur au sein de la Commission Paritaire Locale (CoPaLoc);

Attendu qu'il convient de procéder à la désignation d'un nouveau membre suite à la démission de ses fonctions de Conseiller, en date du 21 octobre 2020, de M. Claude COLLARD, mandataire, représentant le groupe "OSER", délégué de notre Pouvoir Organisateur;

Après en avoir délibéré;

En conséquence,

A l'unanimité, **DECIDE** de ne pas procéder au vote à scrutin secret.

A l'unanimité, **DECIDE**:

M. Pierre-François VILZ, mandataire, représentant le groupe "OSER", domicilié à [REDACTED], est désigné en qualité de représentant de notre Pouvoir Organisateur au sein de la Commission paritaire locale (CoPaLoc).

Cette décision prendra fin lors du prochain renouvellement général des Conseils communaux.

18) Interpellation citoyenne

Le Conseil,

Vu le Code de la démocratie et de la décentralisation et plus particulièrement l'article L1122-14 §2 à §6;

Vu la demande d'interpellation du Collège communal en séance publique du Conseil communal introduite en date du 26 février 2021 par M. Jean PIRNAY domicilié en notre Commune, [REDACTED];

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal adopté le 25 février 2019 et plus particulièrement son chapitre 6;

Vu l'article 68 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, lequel précise que: "*Le texte intégral de l'interpellation proposée est adressé par écrit au Collège communal.*

Pour être recevable, l'interpellation remplit les conditions suivantes:

1. *être introduite par une seule personne;*
2. *être formulée sous forme de question et ne pas conduire à une intervention orale de plus de dix minutes;*
3. *porter:*
 - *sur un objet relevant de la compétence de décision du Collège ou du Conseil communal;*
 - *sur un objet relevant de la compétence d'avis du Collège ou du Conseil communal dans la mesure où cette compétence a un objet qui concerne le territoire communal;*
4. *être à portée générale;*
5. *ne pas être contraire aux libertés et aux droits fondamentaux;*
6. *ne pas porter sur une question de personne;*
7. *ne pas constituer des demandes d'ordre statistique;*
8. *ne pas constituer des demandes de documentation;*
9. *ne pas avoir pour unique objet de recueillir des consultations d'ordre juridique;*
10. *parvenir entre les mains du Bourgmestre (par la poste ou par voie électronique) au moins 15 jours francs avant le jour de la séance où l'interpellation sera examinée;*
11. *indiquer l'identité, l'adresse et la date de naissance du demandeur;*
12. *être libellée de manière à indiquer clairement la question posée, et préciser les considérations que le demandeur se propose de développer."*

Vu la décision du Collège communal du 4 mars 2021 de considérer l'interpellation comme recevable et de porter ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil communal;

A l'invitation de M. FRANSOLET, Président de séance, M. PIRNAY procède à la lecture de son interpellation. Il dispose pour ce faire de dix minutes maximum pour exposer sa demande.

« Interpellation citoyenne

On s'en souvient grâce à des actions menées conjointement par la Commune de Jalhay et par des bénévoles nombre de décharges sauvages ont été assainies au soulagement de tous.

Si aujourd'hui nous usons du droit d'interpellation citoyenne c'est pour attirer votre attention sur le fait que cette ancienne décharge sauvage a réussi à passer à travers les mailles du filet.

Elle se situe sur les hauteurs de Royompré dans un endroit escarpé du bois communal de Rassouster classé en zone Natura 2000 n°BE33034 du versant de la Hoëgne.

On y voit là des déblais gazinière, frigo, bâche en plastique, ossements et autres ferrailles.

Bref, ce genre de choses que l'on retrouve généralement dans les décharges sauvages.

Pour y accéder, il faut emprunter un chemin forestier dont les accès sont fermés par deux barrières équipées de cadenas neuf de type forestier.

On se perd en conjectures sur le fait que malgré ces obstacles la décharge reste accessible.

Une explication à donner peut-être est que l'une des barrières peut être contournée très facilement par un véhicule avec remorque comme le montre le cliché que nous vous avons transmis en annexe.

La question:

Monsieur le Bourgmestre, à l'heure où notre Commune relève le salutaire et ambitieux défi d'une Commune « zéro déchet », pouvez-vous nous confirmer que dans un délai raisonnable la décharge sauvage du bois de Rassouster pourra être assainie ? »

Le Collège répond à l'interpellation en dix minutes maximum.

L'interpellant dispose de deux minutes pour répliquer à la réponse, avant la clôture définitive du point de l'ordre du jour.

Il n'y a pas de débat; de même l'interpellation ne fait l'objet d'aucun vote en séance du Conseil communal; l'interpellation est transcrite dans le procès-verbal.

*** Point supplémentaire inscrit à l'ordre du jour par le Conseiller communal M. Vincent SWARTENBROUCKX du groupe CHOISIR-ENSEMBLE – Motion portant sur la suppression des services et des terminaux bancaires**

Le Conseil,

Considérant les profonds changements au niveau des relations entre les banques et leurs clients, les consommateurs ayant été incités à réaliser eux-mêmes de manière digitale un nombre croissant d'opérations bancaires, d'abord via les automates dans les agences, ensuite sur leur ordinateur personnel (PC Banking) ou leur smartphone;

Considérant qu'en concomitance, le secteur bancaire a mis en place un plan drastique d'économies, que des restructurations importantes ont été menées durant la période comprise entre 2016 et 2020, de nombreuses annonces ont eu lieu concernant des suppressions d'emploi dans le secteur bancaire: 3.150 emplois de moins chez ING; 1.400 chez KBC; 2.200 chez BNP Paribas. Entre 2000 et 2018, on est ainsi passé de 67.709 employés à 50.661 employés dans le secteur;

Considérant la fréquence des annonces de fermeture d'agences ou de distributeurs de billets, laissant de facto des zones territoriales du pays à l'état de désert bancaire;

Considérant qu'en province de Liège, selon les chiffres de Febelfin, 84 agences ont disparu en seulement 2 ans (entre fin 2017 et fin 2019);

Considérant qu'en 10 ans (entre 2008 et 2018), le nombre d'agences est passé de 8.259 à 5.126, soit une diminution de 38 % et qu'en trois ans (2016-2019), 927 guichets automatiques ont disparu en Belgique selon les chiffres de Febelfin;

Considérant les nouvelles annonces de fermetures d'agences pour 2021 par ING (62) et par Belfius (14);

Considérant les annonces récentes par la filiale bancaire de Bpost relatives au retrait des distributeurs de billets dans diverses communes;

Considérant l'offre de rachat par BNP Paribas Fortis de la filiale bancaire de Bpost et l'inquiétude que cela peut engendrer quant au maintien, dans le cadre d'une obligation de services publics, d'un service bancaire de base et de proximité;

Considérant toutefois que cette restructuration globale du paysage bancaire n'empêche pas les frais bancaires d'augmenter et que dans la plupart des grands établissements, les frais pour les virements « papier » sont passés en une dizaine d'années d'une fourchette de 30 à 35 centimes d'euro à 1,25 voire 1,50 euro, que l'impression des extraits de comptes devient payante et que, dans certains cas, les retraits d'argent aux distributeurs de billets peuvent être facturés 50 centimes d'euro;

Considérant pourtant que les banques ont dégagé, en 2018, un résultat après impôt de 6,2 milliards d'euros;

Considérant la question de la responsabilité sociétale, notamment en matière d'intérêt général;

Considérant qu'une nouvelle forme d'exclusion bancaire voit le jour et que selon les derniers chiffres disponibles, la fracture numérique touche un cinquième de la population dont le ménage ne dispose que d'un faible revenu, un quart des personnes n'ayant qu'un faible niveau d'éducation et un quart des personnes entre 55 et 74 ans;

Considérant qu'aujourd'hui, les exclus de la digitalisation subissent la double peine: non seulement ils ne peuvent plus accéder aux services bancaires à proximité de leur domicile mais, de plus, ils doivent payer beaucoup plus cher en devant se déplacer plus loin;

Considérant que le phénomène de la fermeture d'agences bancaire et de la suppression de distributeurs de billets touche en particulier les communes rurales ou les plus pauvres du pays et y affecte en conséquence le tissu commercial ainsi que l'attractivité de ces communes;

Considérant qu'il n'appartient pas aux communes de financer ou de participer au financement du maintien de distributeurs de billets de banque sur son territoire et de pallier ainsi au désinvestissement anormal des services bancaires à leur clientèle; en effet, il ne faut pas perdre de vue que c'est aux banques elles-mêmes qu'incombe la responsabilité d'offrir à la population un service de qualité;

Considérant que la faculté de pouvoir payer en liquide doit demeurer un choix;

Considérant qu'il faut garantir une présence minimale de distributeurs de billets sur tout le territoire belge et préserver des agences bancaires au cœur des villages et communes de l'arrondissement de Verviers afin que la population qui y réside soit traitée de manière équitable;

Considérant qu'il faut permettre à chaque citoyen d'avoir aisément accès à un distributeur de billets à proximité de son domicile;

Considérant que la mission d'offrir à la population une présence minimale de distributeurs de billets sur tout le territoire du Royaume revient aux banques;

Sur proposition du groupe CHOISIR-ENSEMBLE;

Après en avoir délibéré;

A l'unanimité;

DECIDE de demander, dans le cadre de leurs compétences respectives, au Parlement fédéral, au Parlement wallon, au Gouvernement fédéral et au Gouvernement wallon:

- De lutter contre les risques de désertification bancaire;
- D'étudier et de mettre en place toutes les mesures et mécanismes destinés à garantir une répartition équilibrée des distributeurs automatiques de billets de banques dans les communes de Wallonie, et dans le cas présent, de l'arrondissement de Verviers;
- D'étudier et de mettre en place toutes les mesures possibles pour réduire l'exclusion numérique;
- De renégocier un accord avec les banques pour permettre qu'un certain nombre d'opérations bancaires soient gratuites (retrait d'argent, dépôt de virement, etc.);
- De poursuivre le dialogue avec le secteur bancaire pour le maintien d'un nombre suffisant et justement réparti d'agences bancaires, en particulier pour les zones rurales en ce compris l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Verviers.

Conformément à l'article 77 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal, M. le Bourgmestre-Président accorde la parole à M. le Conseiller communal Jacques CHAUMONT du groupe CHOISIR-ENSEMBLE.

M. CHAUMONT pose au Collège communal la question suivante:

« Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs,

Il y a 15 mois, quasi jour pour jour, que le village de Jalhay ne dispose plus d'un distributeur de billets.

Notre groupe profite de cette occasion pour vous demander de faire, devant ce Conseil, un rapport complet et détaillé de vos contacts avec B Post concernant deux dossiers qui intéressent grandement les citoyens de notre commune .

- Premier dossier: le projet d'implantation d'un distributeur au rez-de-chaussée de l'ancienne agence ING, au centre du village de Jalhay.

- Deuxième dossier: l'implantation du bureau de poste de Sart pendant et après les travaux de rénovation de l'ancienne maison communale.

Merci déjà de votre réponse en séance publique.

Pour le groupe Choisir-Ensemble,

Jacques Chaumont »

M. le Bourgmestre répond à la question dans un premier temps puis donne la parole à M. Michel PAROTTE, Echevin en charge de la Communication, afin de répondre à M. CHAUMONT.

Conformément à l'article 77 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal, M. le Bourgmestre-Président accorde la parole à M. le Conseiller communal Vincent SWARTENBROUCKX du groupe CHOISIR-ENSEMBLE.

M. Vincent SWARTENBROUCKX pose au Collège communal la question suivante:

« Mesdames, Messieurs,

Nous serons tous d'accord sur le fait que cette année est difficile pour l'ensemble de la population et rares sont les bonnes nouvelles.

Malheureusement nous n'avons et n'aurons guère l'occasion de nous retrouver pour pouvoir passer de bons moments en grand comité. Force est de constater que les restrictions liées à la crise sanitaire n'incitent pas à l'optimisme pour un relâchement conséquent dans les semaines voire mois à venir.

Raison pour laquelle nous devons nous adapter et faire preuve d'originalité. Cher.e.s collègues, au nom de notre groupe Choisir-Ensemble, je souhaiterais vous faire une suggestion, celle-ci vise à offrir un colis cadeau composé exclusivement de produits made in Jalhay/Sart au personnel communal et du C.P.A.S.

En effet, la pandémie de covid va probablement vous contraindre à ne pas organiser la soirée annuelle du personnel, ce moment privilégié pour les agents de notre Commune.

C'est dans cette éventualité que nous vous soumettons cette idée visant à remercier le personnel communal pour l'immense travail accompli et ce dans des conditions inédites. Cette proposition participerait également à soutenir des producteurs locaux qui traversent une période très difficile.

D'après les informations recueillies auprès du directeur financier, l'allocation budgétaire 105/12316 (frais de représentation) permettrait de couvrir les frais.

Bien sûr, le Collège devrait charger les services de faire une proposition de panier garni composé de produits locaux pour un prix qu'il vous appartient de définir, une demande de prix serait faite aux commerçants, artisans et producteurs locaux.

Sur base des offres que le Collège communal recevrait, il choisirait un ensemble de produits parmi celles-ci et se chargerait de réaliser une carte à ajouter au panier pour remercier les agents.

Ce panier serait distribué à un moment défini par le collège, lors d'un rassemblement en plein air par exemple (pour autant que l'on puisse organiser ce genre de manifestation).

Il n'y aurait pas lieu de prévoir de panier garni pour les membres du Collège et pour les membres du Conseil communal.

Je vous remercie pour votre attention ainsi que pour votre réponse.

Vincent Swartenbrouckx »

M. le Bourgmestre prend la parole afin de répondre à M. SWARTENBROUCKX.

L'ordre du jour en séance publique étant épuisé, le Président prononce le huis-clos et le public admis en salle des délibérations se retire.

[HUIS-CLOS]

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 21h50.

En séance du 26 avril 2021, le présent procès-verbal a été adopté en application de l'article 49, alinéa 2, du règlement d'ordre intérieur.

Le Secrétaire,

Le Président,